

feront plus pour avancer nos intérêts commerciaux que trente années sans union, (Écoutez ! écoutez !) A ce sujet, se rattache naturellement celui du chemin de fer intercolonial. Or, il me semble, M. l'ORATEUR, que quoique cette entreprise ait été mêlée à cette question, quoique le coût de ce chemin ait été présenté par les adversaires du projet comme faisant partie de celui-ci, et de celui-ci seulement, le chemin de fer intercolonial restera toujours une nécessité de notre position, qu'il y ait confédération ou non et quelques soient les événements. Cette question du coût de ce chemin est donc un hors-d'œuvre et ne peut par conséquent être prise en considération ni pour ni contre le projet. Qu'on ne croie pas cependant que je regarde ce chemin de fer comme une entreprise profitable au point de vue commercial, ni même comme un ouvrage militaire d'une grande valeur. (Cris de la gauche : écoutez ! écoutez !) Sans doute qu'en temps de guerre ce chemin nous serait d'une grande importance pour nous mettre, à toute époque de l'année, en communication avec la mer. Avant que les hostilités n'éclatent, comme, par exemple, lors de l'affaire du *Trent*, nous en aurions besoin afin d'échapper à la dépendance des Etats-Unis pour transporter promptement, dans les provinces, des troupes et des munitions de guerre ; mais, une fois la guerre déclarée l'histoire de nos voisins nous a démontré que les chemins de fer peuvent se détruire facilement et devenir tout-à-fait inutiles, à moins d'avoir les moyens de les défendre. Ce n'est donc que comme engin social et politique qu'il me paraît absolument nécessaire dans le cas où nous devons effectuer l'union ; et quand même cette union n'aurait pas lieu aujourd'hui et dans dix ans seulement, je maintiens encore que nous devons sur le champ nous mettre à le construire. L'union est encore désirable parce qu'elle ajoutera grandement à nos moyens de défense. Il est bien vrai qu'elle ne nous donnera aucun accroissement de forces en fait de territoire ou même en fait de soldats ; mais il n'est pas nécessaire d'être militaire pour savoir qu'il n'est pas une administration qui ait autant besoin d'une seule tête que l'organisation d'une armée et la direction des opérations militaires. Quelle serait, je vous le demande, notre position dans le cas où la guerre viendrait à éclater ? Tels que nous sommes aujourd'hui, nous constituons cinq provinces distinctes, soumises chacune à un gouvernement séparé ;

ces diverses populations se connaissent peu entr'elles et ont, par conséquent, peu d'intérêts communs : or, qu'il arrive, en cas de guerre, qu'on ait besoin de l'action combinée de deux de ces provinces ou plus, tout le succès dépendra de la coopération immédiate des corps qui seront appelés à marcher. Eh bien ! est-ce que ce genre d'opération ne sera pas des plus difficiles par suite de la nécessité où l'on sera d'avoir à prendre l'avis d'autant de gouvernements séparés, jaloux les uns des autres et intéressés uniquement à leur salut en particulier ? (Écoutez ! écoutez !) Un tel état de choses demande donc d'être changé quand même il n'y aurait pas d'autres raisons de le faire. Si nous voulons rester indépendants des Etats-Unis, mettons en commun, le mieux qu'il nous sera possible, tous nos moyens de défense. Il nous faut entrer en connaissance les uns avec les autres et faire tout en notre pouvoir pour créer un sentiment d'unité et d'action, non seulement dans une province, mais dans toute l'Amérique Britannique du Nord. Les Canadiens devraient cesser de croire qu'ils ont seuls intérêt à défendre le Canada, de même que les habitants de la Nouvelle-Ecosse devraient apprendre à voir plus loin que les frontières de leur province. Si nous voulons organiser une résistance combinée, il nous faut de toute nécessité avoir des intérêts communs dans tout le pays. Comment arriver à ce résultat d'une façon certaine sans union ? Mettons ce projet à exécution et nous verrons bien par la suite que nous serons intéressés au salut de la moindre fraction de la confédération. Une fois unis, nous trouverons la population des provinces maritimes admirablement propre à la défense des lacs,—cette clé du Haut-Canada,—et nous aurons la Nouvelle-Ecosse pour nous secourir comme nous pourrons la secourir nous aussi. (Écoutez ! écoutez !) Je ne saurais trop essayer de faire pénétrer dans l'esprit de mes honorables auditeurs la conviction dont je suis animé sur l'importance de la consommation immédiate de cette union. Nos propres intérêts et ceux de l'empire demandent que nous puissions résister à la puissance si pleine d'énergie et de vitalité qui se trouve au sud de ce pays ; en face d'un tel devoir, nous devons faire taire nos querelles de localité et nous mettre sous la conduite d'hommes qui puissent nous guider lors de l'époque de crise se présentera. Personne plus que moi ne désire la continuation de la paix, mais nous devons, pour le moment où elle devra